ASSEMBLÉE NATIONALE

15 octobre 2021

PLFSS POUR 2022 - (N° 4523)

Commission	
Gouvernement	

Non soutenu

AMENDEMENT

N° 1154

présenté par

M. Perrut

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 27, insérer l'article suivant:**

Dans un délai de six mois à compter de la promulgation de la présente loi, le Gouvernement remet au Parlement un rapport d'évaluation de la réforme du modèle de financement de l'activité de traitement du cancer par radiothérapie prévue à l'article 43 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014. Ce rapport s'attache notamment à décrire les critères sur lesquels est assis le nouveau modèle de financement, son périmètre d'application, les modalités de mise en place d'une tarification au forfait ainsi que les économies engendrées pour l'assurance maladie.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Il a été observé en France un retard du développement des techniques de radiothérapie innovantes, notamment car le mode de rémunération n'y est pas favorable. En effet, le modèle de financement de la radiothérapie repose actuellement sur un système de double tarification, qui engendre des distorsions tarifaires et une mauvaise allocation des ressources.

Ce constat de l'inadaptation du système actuel n'est pas nouveau et est partagé tant par les pouvoirs publics, que par l'Assurance maladie, les professionnels de radiothérapie et les fédérations hospitalières.

Si une expérimentation d'une durée de 4 ans a été lancée dans le cadre de l'article 43 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2014, permettant de confirmer l'évolution vers un modèle de financement « forfaitaire », la concrétisation de la réforme est toujours attendue.

L'Assurance maladie souligne pourtant dans son rapport sur l'évolution des charges et des produits au titre de 2017 que cette réforme est nécessaire car elle répond à un besoin de réguler le taux de croissance des coûts de la radiothérapie, dont les dépenses progressent de façon exponentielle.

L'étude d'impact associée à l'article 43 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 prévoyait d'ailleurs que l'expérimentation permettrait de contenir le tendancier d'augmentation des dépenses de radiothérapie dès 2015 avec une économie nette pour l'Assurance maladie de 11,67 millions d'euros puis de 14 millions d'euros en 2016 et 2017. Cette réforme permet donc de baisser et maîtriser le tendancier de la dépense en radiothérapie.

Un rapport permettrait de dresser un constat précis de la situation.